



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du 16 octobre 2024 portant mise en demeure au SIVOM Mulhouse Sud Alsace de respecter la valeur limite fixée pour la concentration en dioxines – furannes dans les rejets atmosphériques de son installation de valorisation énergétique située à Sausheim

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment, ses articles L. 514-5, L. 171-6 et L. 171-8-I ;

VU l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

VU l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

VU la visite d'inspection du site réalisée le 17 septembre 2024 ;

VU le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées à la suite de cette visite ;

Considérant que l'arrêté du 20 septembre 2002 susvisé fixe la valeur limite d'émission dans les rejets atmosphériques en dioxines – furannes à 0,1 ng/m³ pour les mesures ponctuelles ; que dans le cadre des mesures ponctuelles réalisées sur la ligne 1, lors des contrôles du 18 juillet et des 03 – 04 août 2024, cette concentration a été dépassée (respectivement 0,1742 ng/m³ et 0,1185 ng/m³) ;

Considérant que l'arrêté du 12 janvier 2021 susvisé fixe la valeur limite d'émission dans les rejets atmosphériques en dioxines – furannes, dans le cadre de l'échantillonnage à long terme, à 0,08 ng/Nm³ (pondération I TEQ OTAN) ; que de nombreux dépassements de cette valeur ont été observés dans le cadre de la surveillance en semi-continu des rejets atmosphériques (ligne 1 : du 15/05/2024 au 12/06/2024 : 0,2031 ng/Nm³ ; du 12/06/2024 au 10/07/2024 : 0,297 ng/Nm³ – ligne 2 : du 27/12/2023 au 24/01/2024 : 0,0974 ng/Nm³ ; du 20/03/2024 au 17/04/2024 : 0,1163 ng/Nm³ ; du 17/04/2024 au 15/05/2024 : 0,1513 ng/Nm³ ; du 15/05/2024 au 12/06/2024 : 0,2417 ng/Nm³ ; du 12/06/2024 au 10/07/2024 : 0,2293 ng/Nm³) ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8-I du code précité *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine »* ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le SIVOM Mulhouse Sud Alsace, désignée par l'« exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 25 avenue du Président Kennedy à Mulhouse (68808), est mis en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions citées aux articles suivants, dans les délais indiqués, pour l'exploitation de l'usine de valorisation énergétique située 1 route de Chalampé à Sausheim (68390).

Article 2 : échantillonnage à court terme

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 20 septembre 2002 susvisé, dans le cadre des mesures réalisées à partir d'un l'échantillonnage à court terme pour le paramètre PCDD/PCDF :

« Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que les valeurs limites fixées à l'annexe 1 ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation.

Annexe I

d) Dioxines et furannes

Paramètre : Dioxines et furannes - valeur : 0,1 ng/m³

La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe III.

d-1. Mesures ponctuelles.

Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures ».

Article 3 : échantillonnage à long terme

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions du 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté du 12 janvier 2021 susvisé :
« 7.1.1. En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :

| Paramètre | Unité existante | Unité nouvelle | Période d'établissement de la moyenne |
|-------------------------|------------------------|-----------------------|---|
| PCDD/PCDF(ng I-TEQ/Nm3) | 0,08 | 0,06 | moyenne sur la période d'échantillonnage (8) à long terme |

(8) Lorsque l'échantillonnage à long terme comprend des périodes de conditions de fonctionnement autres que normales, la VLE reste applicable pour la moyenne de l'ensemble de la période d'échantillonnage. En cas de dépassement de la VLE, l'exploitant pourra indiquer la présence éventuelle de périodes OTNOC ayant impacté la mesure pendant la période de prélèvements ».

Article 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code précité.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur de la DREAL Grand Est et le maire de Sausheim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée au SIVOM Mulhouse Sud Alsace.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD

Délais et voie de recours :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.